

DÉPARTEMENT (collectivité) :

Communes de 1 000 habitants et plus

..... VAR

COMMUNE :

Élection des délégués et de leurs suppléants en vue de l'élection des sénateurs

ARRONDISSEMENT (subdivision) :

..... Toulon

..... Solliès-Pont

Effectif légal du conseil municipal :

..... 33

PROCÈS-VERBAL DE L'ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DE LEURS SUPPLÉANTS EN VUE DE L'ÉLECTION DES SÉNATEURS

Nombre de conseillers en exercice :

..... 33

Nombre de délégués (ou délégués supplémentaires) à élire :

..... 0

Nombre de suppléants à élire :

..... 9

L'an deux mille quatorze, le vingt juin à huit heures trente minutes, en application des articles L. 283 à L. 290-1 du code électoral, s'est réuni le conseil municipal de la commune de Solliès-Pont

Étaient présents les conseillers municipaux suivants) ¹:

GARRAN André	COIGNAULT Jean-Pierre	DUBAT Thierry	RATIONAL Danièle
FINE Joseph	LARS Joëlle	CADELA Marie-Pierre	GOTTA-SABOJA N. Anne
FOUCAU Roseline	RE Daniel	BAUBERT Pascal	PICOT Joël
ZUCK Bernard	LETAUVEC Jean-Clara	BERTRAND Huguette	BIANU Joël
CRENADES Louwone	DELSADIS Alexandra	BESSET Annyfe	TREQUATRINI Lucie
BELTRA Sandrine	CHOLLEY Jocelyne	ERISOLLE René	MIRESSSE Aude
DAUBIGNON Jacques			

¹ Indiquer les nom et prénom d'un conseiller par case. Les conseillers municipaux qui n'ont pas la nationalité française ne peuvent participer à l'élection des délégués et de leurs suppléants (article LO 286-1 du code électoral). Dans les communes de 9 000 habitants et plus, ils sont remplacés par le premier candidat non encore proclamé conseiller de la liste sur laquelle ils se sont présentés pour l'élection du conseil municipal.

Absents ²: LAUREN Philippe a donné pouvoir à ROUBEN
 Daniel, BORELLI Thérèse a donné pouvoir à FREDU Roseline, HERNET-NEUDOU
 IRE a donné pouvoir à DUBUT Thierry, AUBIN Frédéric a donné pouvoir à
 FINE Joseph, CHABHE Adèle a donné pouvoir à RAUNAL Danièle, CHEURAT Pégis
 (Abs excusé), BOUTIER Jean-Louis (ABS), HAUDOU-BENHOMME (ABS).

1. Mise en place du bureau électoral

M. GARRON André....., maire
 (ou son remplaçant en application de l'article L. 2122-17 du CGCT) a ouvert la séance.

Me LAKS Jélie..... a été désigné en qualité de
 secrétaire par le conseil municipal (art. L. 2121-15 du CGCT).

Le maire (ou son remplaçant) a procédé à l'appel nominal des membres du conseil, a
 dénombré vingt cinq..... conseillers présents et a constaté que la condition de
 quorum posée à l'article L. 2121-17 du CGCT était remplie ³.

Le maire (ou son remplaçant) a ensuite rappelé qu'en application de l'article R. 133 du code
 électoral, le bureau électoral est présidé par le maire ou son remplaçant et comprend les deux
 conseillers municipaux les plus âgés et les deux conseillers municipaux les plus jeunes présents à
 l'ouverture du scrutin, à savoir MM RE Daniel, FERRON Roseline, CHEURX
Jélie, BELTRA Sandrine.....

2. Mode de scrutin

Le maire (ou son remplaçant) a ensuite invité le conseil municipal à procéder à l'élection
 des délégués et de leurs suppléants en vue de l'élection des sénateurs. Il a rappelé qu'en
 application des articles L. 289 et R. 133 du code électoral, les délégués (ou délégués
 supplémentaires) et leurs suppléants sont élus sur la même liste, sans débat, à la représentation
 proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel. En
 cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est déclaré élu.

Le maire (ou son remplaçant) a également précisé que les membres du conseil municipal
 qui sont également députés, sénateurs, conseillers régionaux, conseillers généraux, conseillers à
 l'Assemblée de Corse ou membres de l'assemblée de Polynésie française peuvent participer à
 l'élection des délégués et suppléants mais ne peuvent être élus délégués ou suppléants (art.
 L. 287, L. 445 et L. 556 du code électoral).

Le maire (ou son remplaçant) a rappelé que les délégués sont élus parmi les membres du
 conseil municipal et que les suppléants sont élus soit parmi les membres du conseil municipal, soit
 parmi les électeurs de la commune. Les délégués supplémentaires sont élus parmi les électeurs de
 la commune.⁴

Le maire (ou son remplaçant) a indiqué que conformément aux articles L. 284 à L. 286 du
 code électoral, le conseil municipal devait élire zéro..... délégués (ou délégués
 supplémentaires) et neuf..... suppléants.

Les candidats peuvent se présenter soit sur une liste comportant autant de noms qu'il y a
 de délégués (ou délégués supplémentaires) et de suppléants à élire, soit sur une liste incomplète
 (art. L. 289 du code électoral).

Les listes présentées doivent respecter l'alternance d'un candidat de chaque sexe.

² Préciser s'ils sont excusés, s'ils ont donné pouvoir et à qui (art. L. 289 du code électoral).
³ Majorité des membres en exercice du conseil municipal. En l'absence de quorum, le conseil municipal doit être convoqué le
 quatrième jour suivant la réunion initiale et peut alors délibérer sans condition de quorum (art. L. 2121-17 du CGCT).
⁴ Dans les communes de 1 000 à 8 999 habitants il est procédé à l'attribution de sièges de délégués et de suppléants, dans les
 communes de 9 000 à 30 799 habitants, il n'est procédé qu'à l'attribution de sièges de suppléants et dans les communes de plus de
 30 800 habitants, il est procédé à l'attribution de sièges de délégués supplémentaires et de suppléants. Dans les communes de 9 000
 habitants et plus, tous les conseillers municipaux sont délégués de droit.

Avant l'ouverture du scrutin, le maire (ou son remplaçant) a constaté que trois listes de candidats avaient été déposées. Un exemplaire de chaque liste de candidats a été joint au procès-verbal.

Lorsque le nombre de candidats est supérieur à deux cents, la liste complète des candidats de la liste a été affichée dans la salle de vote et les bulletins ne comportent que le nom de la liste et du candidat tête de liste (article R. 138 du code électoral).

3. Déroulement du scrutin

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a fait constater au président qu'il n'était porteur que d'une seule enveloppe ou d'un seul bulletin plié du modèle uniforme. Le président l'a constaté, sans toucher l'enveloppe (ou le bulletin) que le conseiller municipal a déposé lui-même dans l'urne ou le réceptacle prévu à cet effet. Le nombre des conseillers qui n'ont pas souhaité prendre part au vote, à l'appel de leur nom, a été enregistré.

Après le vote du dernier conseiller, le président a déclaré le scrutin clos et les membres du bureau électoral ont immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote. Les bulletins ou enveloppes déclarés nuls par le bureau, qui comprennent les bulletins blancs, ont été sans exception signés par les membres du bureau et annexés au procès-verbal avec mention de la cause de leur annexion (bulletin blanc, bulletin ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lequel le votant s'est fait connaître, enveloppe vide, bulletin établi au nom d'une liste dont la candidature n'a pas été enregistrée, bulletin avec adjonction ou radiation de noms ou avec modification de l'ordre des candidats, bulletin ne respectant pas l'obligation d'alternance d'un candidat de chaque sexe). Ces bulletins ou ces enveloppes annexées avec leurs bulletins sont placés dans une enveloppe close jointe au procès-verbal portant l'indication du scrutin concerné.

4. Élection des délégués (ou délégués supplémentaires) et des suppléants

4.1. Résultats de l'élection

a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	OOOOOO O O O O O O O O O O O O O O O	0
b. Nombre de votants (enveloppes ou bulletins déposés)	OOOOOO OOOO O	30
c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau <u>au blanc</u>	OOOOOO O	2
d. Nombre de suffrages exprimés [b - c]	O O	28

Les mandats de délégués (ou délégués supplémentaires) sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle. Le bureau détermine le quotient électoral, en divisant le nombre de suffrages exprimés dans la commune par le nombre des délégués (ou délégués supplémentaires) à élire. Il est attribué à chaque liste autant de mandats de délégués (ou délégués supplémentaires) que le nombre des suffrages de la liste contient de fois le quotient électoral. Les sièges non répartis par application des dispositions précédentes sont attribués selon la règle de la plus forte moyenne. A cet effet, les sièges sont conférés successivement à celle des listes pour laquelle la division du nombre de suffrages recueillis par le nombre de sièges qui lui ont déjà été attribués, plus un, donne le plus fort résultat. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Une fois l'attribution des mandats de délégués effectuée, il est procédé de la même manière pour l'attribution des mandats de suppléants. Dans les communes de 9 000 à 30 799 habitants, il n'est procédé qu'à l'attribution de sièges de suppléants

INDIQUER LE NOM DE LA LISTE OU DU CANDIDAT TÊTE DE LISTE (dans l'ordre décroissant des suffrages obtenus)	Suffrages obtenus	Nombre de délégués (ou délégués supplémentaires) obtenus	Nombre de suppléants obtenus
Liste "Continuons tous ensemble pour Salles-Pak"	26	0	9
Liste "Ensemble Construisons l'avenir"	1	0	0
Liste "Salles-Pak Bleu Marine"	1	0	0

4.2. Proclamation des élus

Le maire (ou son remplaçant) a proclamé élus délégués (ou délégués supplémentaires) les candidats des listes ayant obtenu des mandats de délégués dans l'ordre de présentation sur chaque liste et dans la limite du nombre de mandats de délégués (ou délégués supplémentaires) obtenus, conformément à la feuille de proclamation jointe au présent procès-verbal.

Il a ensuite proclamé élus suppléants les autres candidats des listes pris à la suite du dernier candidat élu délégué dans l'ordre de présentation sur chaque liste et dans la limite du nombre de mandats de suppléants obtenus, conformément à la feuille de proclamation également jointe.

5. Choix de la liste des suppléants par les délégués de droit⁵

Dans les communes de 9 000 habitants et plus, le maire (ou son remplaçant) a appelé que les délégués de droit présents doivent faire connaître au bureau électoral, avant que la séance ne soit levée, la liste sur laquelle seront désignés les suppléants qui, en cas d'empêchement, les remplaceront. Il a aussi indiqué que si un conseiller municipal a également la qualité de député, sénateur, conseiller régional, conseiller général, conseiller à l'Assemblée de Corse ou membre de l'assemblée de Polynésie française, son remplaçant doit faire connaître selon les mêmes modalités la liste sur laquelle sera désigné son suppléant.

Les conseillers municipaux présents ont fait connaître la liste sur laquelle seront désignés, en cas d'empêchement avéré, leurs suppléants, pour participer à l'élection des sénateurs. Ce choix est retranscrit sur la feuille annexée au procès-verbal.

⁵ Supprimer le 5 dans les communes de moins de 9 000 habitants.

6. Observations et réclamations ⁶

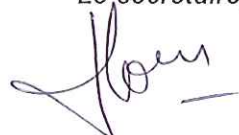
BOUTIER Jean-Paul ne peut exercer son choix car absent.
 CHEVROT Régis ne peut exercer son choix car absent.
 MAURISSE BATHONNE ne peut exercer son choix car absent.
 MAURISSE Jacques n'a pas exercé de choix.
 CHEVREUX Jocelyne n'a pas exercé de choix.
 ERICQUE René n'a pas exercé de choix.
 MAIRIESE Aude n'a pas exercé de choix.

7. Clôture du procès-verbal

Le présent procès-verbal, dressé et clos, le vendredi 20 Juin 2014,
 à neuf heures, vingt cinq minutes, en triple exemplaire ⁷ a été, après lecture, signé par le maire (ou son remplaçant), les autres membres du bureau et le secrétaire.

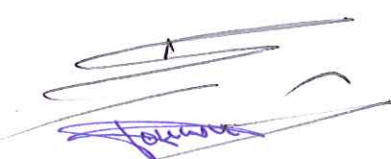
Le maire (ou son remplaçant),

Le secrétaire,



Les deux conseillers municipaux les plus âgés,

Les deux conseillers municipaux les plus jeunes,



⁶ Si les observations et réclamations sont trop longues pour être consignées dans cet espace, elles sont rédigées sur une feuille annexe, signée et paraphée par les membres du bureau, qui est jointe au procès-verbal. Mention de cette annexion est faite au bas du paragraphe « Observations et réclamations ».

⁷ Le premier exemplaire du procès-verbal doit être affiché aussitôt après sa clôture à la porte de la mairie. Le deuxième exemplaire du procès-verbal est conservé au secrétariat de la mairie. Le troisième exemplaire doit être aussitôt transmis, avec toutes les autres pièces annexées, au préfet ou au haut-commissaire.